L'avenir, ce n'est pas plus de villes-États, mais plus d'ouverture

02 mars 2018 07:00

Dans le Democracy Index, la Belgique atteint tout juste la moyenne (5/10) en matière de participation politique. ©Photo News

Notre salut passe-t-il par la décentralisation, comme le propose Geert Noels d'Econopolis dans ces colonnes, ou au contraire par le transfert de notre souveraineté à l'Europe? Plutôt les deux ensemble, grâce à la participation et à la confiance de multiples acteurs. Voici pourquoi.

Stephen Boucher
Directeur général de ConsoGlobe.com et auteur

Saviez-vous que l'Economist Intelligence Unit a classé la Belgique comme "démocratie imparfaite" dans son dernier Democracy Index paru au début du mois?(1) Vous êtes excusés: la presse belge francophone n'en a pas parlé. Il y a pourtant de quoi s'alarmer. **Loin derrière le Botswana ou le Cap Vert, le Royaume est classé 32e sur 167 pays, avec un maigre score démocratique de 7,78 sur 10**. Certes, la Corée du Nord, dernière du classement, est encore loin. Mais on ne semble pas s'émouvoir que, depuis 11 ans, notre pays glisse régulièrement vers le bas de l'échelle, hormis un sursaut d'un dixième de point cette année.

Dans ce contexte, la question de l'efficacité du pouvoir selon qu'il est local, national ou européen, est essentielle. **Mais ce n'est pas en soi le transfert de compétences du haut vers le bas qui est la réponse à nos maux et à la défiance des citoyens**, c'est comment on associe le bas et le haut, et tout ce qu'il y a autour.

> **Un nombre croissant de citoyens européens en vient ainsi à estimer que la démocratie n'est plus à même de répondre à leurs besoins, et cette défiance grandit pour tous les niveaux de gouvernance.**
>
> **Stephen Boucher**

Le retour de la confiance passe par la participation

18:55 Malala de retour chez elle

18:41 Un mort et plusieurs blessés dans un accident de car belge en Allemagne

18:32 Face-à-face meurtrier entre les Palestiniens et l'armée israélienne

18:06 " La Poste américaine perd 1,5 dollar en moyenne sur chaque colis livré par Amazon"

17:22 Deux solutions pour atteindre l'équilibre structurel en 2020

Pour mieux comprendre ceci, rapprochez notre classement peu glorieux d'une autre publication récente également passée inaperçue, le "baromètre de la confiance" du cabinet Edelman(2). Étude mondiale annuelle présentée mi-février, l'édition 2018 révèle que, **pour la sixième année consécutive, la confiance envers les gouvernements, mais aussi envers les entreprises, les ONG et les médias est en déclin sévère en Europe**. *"Notre démocratie est imparfaite et la confiance en berne, rien de nouveau sous le soleil"*, pensez-vous peut-être? C'est pourtant en ignorant les raisons profondes de ce déclin persistant qu'on risque de se tromper de diagnostic.

Car un nombre croissant de citoyens européens en vient ainsi à estimer que la démocratie n'est plus à même de répondre à leurs besoins, et cette défiance grandit pour tous les niveaux de gouvernance(3). Mais, lorsqu'on leur demande s'ils préféreraient un gouvernement "technocratique", "autoritaire" ou "participatif", **la grande majorité choisit la participation chez nous**, tandis qu'ils sont une majorité en Europe de l'Est à préférer un régime autoritaire.

C'est donc à cet espoir de participation qu'il faut répondre. Comme le conclut le groupe Edelman, *"pour reconstruire la confiance et restaurer la foi dans le système, les institutions doivent sortir de leurs rôles traditionnels et travailler vers un modèle plus intégré, qui met les gens au cœur du système et répond à leurs peurs"*.

Une récente enquête sur l'innovation publique révélait que quatre nouvelles idées sur cinq proviennent de la coopération active entre différents acteurs publics, avec les entreprises, les citoyens, les universités et la société civile, dans cet ordre.

Stephen Boucher

Ce besoin de participation est d'ailleurs ce qui vaut à la Belgique une note si mitigée dans le Democracy Index, puisqu'**en matière de participation politique, la Belgique atteint tout juste la moyenne** (**5/10**), et à peine plus pour ce qui est de la culture civique (6,88/10).

Mettre tous les échelons de pouvoir en posture de passeurs d'innovation

Une autre enquête récente montrait, au Danemark, que **l'innovation dans le secteur public naît et se diffuse entre différents échelons d'administration**(4). Premières statistiques mondiales sur l'innovation publique, elle révélait que quatre nouvelles idées sur 5 proviennent de la coopération active entre différents acteurs publics, avec les entreprises, les citoyens, les universités et la société civile, dans cet ordre.

Loin d'un transfert de pouvoir unilatéral descendant, ou d'une confiance aveugle dans le "bottom up" citoyen, **la leçon à tirer de tout ceci est que l'alternative à la tentation autoritaire et populiste, la sortie par le haut du débat sur le lieu approprié de la souveraineté, c'est l'ouverture du système politique** dans son entier à plus de participation. C'est elle qui permet plus de confiance, de légitimité et d'efficacité.

> **Répondons chez nous à l'appétit de participation, pour plus d'innovation, avant de nous tromper de combat et faire naître l'appétit pour des régimes nationaux "forts".**
>
> **Stephen Boucher**

Certes, le local est un lieu privilégié d'innovation, mais si on dépouille les échelons supérieurs de leurs prérogatives, et notamment de leur capacité de relier entre elles les innovations, de les déployer "à l'échelle", alors **nous risquons de réinventer le monde des îlots d'innovation qu'ont pu être des villes-États brillantes telles que Venise ou Florence en leur temps, ouvertes sur le monde mais accumulant les richesses en leur centre**.

Prenez le cas des performances de nos systèmes éducatifs pour comprendre que le salut ne passera pas par Anvers, Bruxelles, la Flandre ou la Finlande seuls, mais par la coopération entre tous ces niveaux, y compris avec **un rôle actif de**

tous ces niveaux, y compris avec **un rôle actif de l'Union européenne**.

En Chine, contrairement à chez nous, la confiance envers le gouvernement augmente fortement. 84% des personnes interrogées y sont satisfaites de leur gouvernement, contre 33% en France ou 46% en Suède par exemple. Répondons chez nous à l'appétit de participation, pour plus d'innovation, avant de nous tromper de combat et faire naître l'appétit pour des régimes nationaux "forts".

(1) Democracy Index 2017
(2) 2018 Edelman Trust Barometer – Global Report
(3) Selon le World Values Survey
(4) Public Sector Innovation Barometer, du Center for Offentlig Innovation

Stephen Boucher,
Directeur général de consoGlobe.com et auteur.

Source: L'Echo

LIRE EGALEMENT

CARTE BLANCHE CHRONIQUE

"Trouvaille"

Dans cette chronique (chaque dernier samedi du mois), Luc de Brabandere, philosophe d'entreprise et fondateur de l'agence CartoonBase, analyse un mot utilisé couramment dans les entreprises.

CARTE BLANCHE INTERVIEW

Vittorio V. Alberti: "L'Europe est encore liée à des idées obsolètes d'où son incapacité à accepter des différences"

Selon ce philosophe italien, conseiller du Pape, la perte des repères idéologiques et éthiques en Occident, l'épuisement d'une Europe à la recherche de sens et d'elle-même sont intimement liés à un

CARTE BLANCHE

Les faucons dans la Maison-Blanche génèrent des "inconnues inconnues"

"L'homme qui aime toutes les guerres", c'est ainsi que le nouveau conseiller à la sécurité du président